

**Le Grand Conseil
du canton de Berne**

**Der Grosse Rat
des Kantons Bern**

Lundi (après-midi) 14 mars 2016

Conseil-exécutif

6 2015.RRGR.1084 Motion 269-2015 Luginbühl-Bachmann (Krattigen, PBD) Réorganisation des Directions à partir de la prochaine législature

N° de l'intervention: 269-2015
N° d'affaire: 2015.RRGR.1084
Déposée le: 13.11.2015
Déposée par: Luginbühl-Bachmann (Krattigen, PBD)
(porte-parole)
Brönnimann (Mittelhäusern, pvl)
Cosignataires: 11
Urgence: refusée le 19.11.2015
N° d'ACE: 152/2016 du 17 février 2016
Direction: CHA

Réorganisation des Directions à partir de la prochaine législature

Le Conseil-exécutif est chargé des mandats suivants :

1. examiner la répartition des tâches entre les Directions à l'intention du Grand Conseil d'ici aux prochaines élections de renouvellement général en 2018, et proposer une réorganisation des attributions.
2. En particulier, il est chargé de proposer la suppression de la Direction de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques et la division de la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale en deux Directions distinctes.

Développement :

Selon les attributions actuelles, les Directions ont des tâches d'ampleur variable. Aujourd'hui, l'indépendance de certaines Directions n'a pas beaucoup de sens et les offices qui les composent pourraient sans problème être répartis entre d'autres Directions. D'un autre côté, certaines Directions doivent gérer un volume d'affaires toujours plus important tout en présentant en leur sein des unités sans grand rapport entre elles. Le but de la réforme devrait être une répartition plus équilibrée de la charge de travail entre les Directions et une répartition plus rationnelle des offices entre les Directions.

La cantonalisation des hôpitaux a valu à la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale, pour ne citer qu'un exemple, un accroissement énorme des tâches. On voit par ailleurs que plus le temps passe, plus la réunion de la santé et de la prévoyance sociale dans une seule Direction se révèle irrationnelle. Le regroupement, qui est à l'étude, de l'Autorité de protection de l'enfant et de l'adulte avec l'Office des affaires sociales au sein de la même Direction vaudrait encore à la SAP des tâches supplémentaires.

La réforme judiciaire (autonomisation de la Justice) et la prochaine réorganisation des relations entre l'Eglise et l'Etat signifient en même temps la réduction des tâches de la Direction de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques.

Du fait de la démission de deux membres actuels du gouvernement en 2016 et des projets de réforme mentionnés, le moment serait bien choisi pour réexaminer la répartition des tâches entre les Directions et discuter leur organisation actuelle. Les réformes doivent être engagées à temps pour que les changements puissent être mis en vigueur d'ici au commencement de la prochaine législature.

Il suffit d'un rapide coup d'œil pour constater que plusieurs cantons ont fait en sorte de découper les Directions en fonction des enjeux réels. Il pourrait être utile de se livrer à une comparaison avec d'autres cantons comparables, et ces travaux pourraient être accompagnés par la CIRE.

Réponse du Conseil-exécutif

En raison de la dimension politique de la présente intervention, le Conseil-exécutif a décidé que l'affaire serait défendue au Grand Conseil par le président du gouvernement et non par la Chancellerie d'Etat (cf. art. 8, lit. n OO CHA) comme prévu à l'origine.

Le Conseil-exécutif partage l'avis des motionnaires selon lequel les cahiers des charges des Directions sont d'ampleur et d'importance politique différentes. La première pierre de l'organisation actuelle du Conseil-exécutif et de l'administration a été posée lors de la révision totale de la Constitution cantonale du 6 juin 1993 ; les bases légales se trouvent dans la loi du 20 juin 1995 sur l'organisation du Conseil-exécutif et de l'administration (loi d'organisation, LOCA ; RSB 152.01). La structure d'organisation choisie à l'époque était le résultat d'un gros projet de réorganisation (EFFISTA), qui a conduit à la réduction du nombre de Directions de 14 à 7 (cf. rapport final EFFISTA du 9 décembre 1992, ACE 4598/1992).

Depuis l'entrée en vigueur de la nouvelle Constitution cantonale et de la loi d'organisation, l'ampleur et la complexité des tâches publiques n'ont cessé de croître. De plus, les compétences ont changé de priorités. Du fait de l'évolution de la société, l'importance de la santé et de la sécurité sociale, qui relève de la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale (SAP), n'a cessé de grandir. Cette évolution se maintiendra et on peut même s'attendre à ce que les défis posés à la SAP et ses besoins en ressources augmentent encore (système de santé et sécurité sociale, évolution démographique, mutations structurelles de l'économie). A la Direction de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques (JCE), la tendance est inverse. En effet, suite à l'accession de la Justice à l'autonomie et à l'externalisation de la surveillance des fondations, qui a été confiée à un établissement de droit public doté de sa propre personnalité juridique, la Direction a perdu des attributions et de l'importance. La révision de la loi sur les Eglises nationales bernoises, dont le principe a été adopté par le Grand Conseil, et la suite du développement des relations entre les Eglises et l'Etat auront pour effet de confirmer cette tendance.

Le Conseil-exécutif a observé cette évolution et engagé il y a déjà quelque temps les premières analyses dans la perspective d'une réforme des Directions. A ce moment-là, son principal sujet de préoccupation n'était pas le transfert des tâches. Dans un premier temps, il s'est agi surtout de clarifier les critères auxquels devrait satisfaire une nouvelle organisation pour permettre au canton de relever les défis à venir. A cet effet, le Conseil-exécutif a analysé au cours de l'année écoulée, avec le concours de spécialistes indépendants, les tendances probables et les scénarios possibles dans les différents domaines pertinents, et mené une réflexion sur les implications pour le canton de Berne de manière générale et pour l'organisation de ses Directions et de l'administration en particulier. Pour le Conseil-exécutif, la réforme des Directions permettra de créer les conditions nécessaires en termes d'organisation pour que le canton de Berne puisse relever les défis à venir et saisir les chances qui se présentent.

Par ailleurs, la réforme des Directions devrait permettre de clarifier les points de jonction et de supprimer les redondances. L'évolution des vingt dernières années a eu pour résultat que dans l'actuelle organisation de l'administration du canton de Berne, certaines tâches, pourtant parfois étroitement liées, relèvent de la compétence de Directions ou d'offices différents. Cela suppose la concertation et la coordination. Dans le pire des cas, la dispersion peut aboutir à des redondances. Quand les citoyens et citoyennes, mais également les autorités d'autres cantons, de la Confédération ou des communes, ont plusieurs interlocuteurs de différentes Directions, cela peut retarder le règlement des affaires et demander de plus gros efforts de coordination. Une réattribution ou le regroupement de tâches dont l'accomplissement est dispersé pourrait permettre de réduire le nombre des interlocuteurs auxquels il faut s'adresser et de simplifier et d'accélérer les procédures et les opérations. En même temps, le regroupement dans une seule Direction de tâches liées entre elles simplifie le pilotage politique. Par ailleurs, la réforme des Directions aura pour but, de manière générale, de réexaminer les processus, les normes et l'efficacité de l'administration pour optimiser les coûts.

Enfin, il est nécessaire de faire de l'ordre dans la terminologie du droit d'organisation. Ainsi, les notions d'« instruction » et d'« œuvres sociales » n'ont pratiquement plus cours dans les autres cantons. Aujourd'hui, « formation » est plus usuel, de même que les combinaisons avec « social » plutôt qu'avec « prévoyance » ou « œuvre ». La notion de « police » comme générique n'est plus si courante (mieux : « sécurité »). Les termes d'« affaires militaires » et d'« affaires ecclésiastiques » concernent des tâches qui globalement sont trop insignifiantes pour entrer dans la dénomination d'une Direction. Le terme de « justice » parle de l'accomplissement de tâches qui, depuis

l'accèsion de la Justice à l'autonomie, ne relèvent plus désormais de l'administration, mais sont accomplies par les autorités de la Justice elle-même.

Toutes les raisons exposées, en particulier les disparités de l'actuelle répartition des tâches entre les Directions, montrent clairement qu'il y a des raisons d'étudier sérieusement la possibilité d'une réforme comme la préconise l'auteur de la motion. Une répartition plus équilibrée des tâches publiques entre les membres du gouvernement se justifierait notamment aussi pour des raisons politiques et démocratiques, tant il est vrai qu'un ensemble mieux équilibré reflèterait plus exactement la volonté des électeurs et électrices.

Au point 1, la motion demande l'analyse à l'intention du Grand Conseil de la répartition des tâches entre les Directions et la présentation d'ici au commencement de la prochaine législature d'un projet de réorganisation des Directions. Au point 2, le Conseil-exécutif est chargé de proposer les moyens de supprimer la JCE et de subdiviser la SAP en deux Directions distinctes.

Le Conseil-exécutif est disposé à accéder aux demandes de la motion. Il se réserve cependant le droit de proposer, en plus des changements demandés au chiffre 2, d'autres modifications dans d'autres Directions que les deux expressément désignées. Ce n'est qu'en portant un regard exempt de préjugés sur les portefeuilles de tâches de toutes les Directions que l'on parviendra à répartir équitablement les tâches entre les membres du Conseil-exécutif.

Au moment de la mise en œuvre, il faudra ensuite tenir compte du fait que les demandes formulées dans la motion concernent à la fois les compétences du Grand Conseil et celles du gouvernement : la Constitution cantonale assigne au Conseil-exécutif la compétence d'organiser l'administration de manière appropriée dans le cadre de la Constitution et de la loi, et de veiller à ce que l'administration agisse conformément au droit, soit efficace et réponde aux besoins de la population (art. 87, al. 2 ConstC). Dans le même temps, la Constitution charge le Grand Conseil de régler dans la forme de la loi les grandes lignes de l'organisation et des tâches des autorités (art. 69, al. 4, lit. d ConstC). En conséquence, la dénomination des Directions et l'attribution législative des principales tâches publiques incombent au Législateur. Le Conseil-exécutif, quant à lui, a la responsabilité de désigner les offices et les unités administratives qui leur sont assimilées (art. 25, al. 2 et 4 LOCA).

Cette complémentarité des compétences d'organisation du parlement et du gouvernement montre que la réforme des Directions demandée par l'auteur de la motion ne peut se faire qu'à la faveur d'un dialogue entre le Conseil-exécutif et le Grand Conseil. C'est pourquoi le Conseil-exécutif a l'intention de soumettre au Grand Conseil dans un rapport des propositions concrètes pour l'adaptation de la répartition des tâches. Ainsi le parlement pourra très tôt donner son avis à ce sujet. Ensuite, à la lumière des résultats des délibérations du rapport, le Conseil-exécutif présentera au parlement un projet de modification de la loi d'organisation et des autres actes législatifs devant être modifiés. En parallèle, si le Grand Conseil estime pouvoir adhérer aux propositions du Conseil-exécutif, les travaux de réorganisation seront engagés dans le cadre d'un projet interdirectionnel et avec la participation de la Commission des institutions politiques et de relations extérieures (CIRE).

Selon le point 1 de la motion, le Conseil-exécutif devra avoir présenté ses propositions d'ici aux prochaines élections de renouvellement général, au printemps 2018. Ce n'est qu'au prix de gros efforts que nous pourrions tenir ce calendrier, ne serait-ce que pour le projet législatif. Cependant, l'adaptation du droit n'est pas la tâche la plus compliquée. Les mesures d'organisation qui découlent de la réforme des Directions et qui supposent notamment le transfert de tâches ou d'offices sont autrement complexes et demandent bien plus de travail. Cela concerne notamment l'adaptation des systèmes informatiques, la mise à disposition des infrastructures, la modification de la structure des groupes de produits ou l'adaptation des processus budgétaires. Il faudra par ailleurs accorder la réforme des Directions aux autres projets de réforme déjà en cours à l'échelle cantonale (p. ex. ERP, IT@BE et GAE). Nombre de ces dispositions et adaptations demandent un long temps de préparation et doivent entrer en vigueur au début de l'année en raison du rythme annuel des processus tels que la mise au point du plan intégré mission-financement et du budget. C'est en soi une raison suffisante pour exclure d'emblée la possibilité de l'entrée en vigueur déjà au commencement de la législature, au 1^{er} juin 2018. Les travaux de mise en œuvre ne peuvent être entrepris que quand la modification de la loi d'organisation aura acquis un certain degré de solidité et de fiabilité.

Le Conseil-exécutif adhère ainsi à l'orientation de la motion et il est prêt à présenter au Grand Conseil un rapport à ce sujet, dans lequel il décrira la réforme possible dans les grandes lignes et les ressources nécessaires à sa mise en œuvre ainsi que ses effets sur les projets de réforme cantonaux en cours. A cet égard, il pourra se référer aux travaux qu'il a lui-même entrepris déjà au

commencement de cette législature. Les travaux de réforme à *proprement parler* seront lancés quand le Grand Conseil aura traité le rapport.

Proposition du Conseil-exécutif :
Adoption

Le président. Als nächstes Geschäft beraten wir Traktandum 6, die Motion Luginbühl. Der Regierungsrat ist bereit, die Motion anzunehmen. Wird sie aus dem Rat bestritten? – Das ist der Fall. Damit gebe ich der Motionärin das Wort. Wir beraten das Geschäft in freier Debatte.

Anita Luginbühl-Bachmann, Krattigen (PBD). Zunächst einmal herzlichen Dank an den Regierungsrat für die positive Beantwortung unserer Motion. Wir hatten keine Kenntnis davon, dass der Regierungsrat sich dieser Thematik bereits angenommen hat. Dass wir offene Türen einrennen, freut uns wirklich. Wie ich gehört habe, hat die Antwort der Regierung auch innerhalb der Fraktionen gewisse Fragen ausgelöst, und wir Motionäre sind daher beinahe froh, wird der Vorstoss bestritten. Denn so können wir in freier Debatte gemeinsam mit dem Regierungspräsidenten vermutlich gewisse Details oder Unstimmigkeiten klären.

Zuerst aber zu zwei wichtigen Punkten von meiner Seite her: Die Motion will keine Reduktion eines Regierungssitzes. Es ist nicht Forderung der Motion, dass irgendeine Reduktion des Regierungsrats vorgenommen werden soll. Die Motion will auch nicht die Regierungsstatthalterämter abschaffen. Auch diese Angst ist unbegründet, denn dies ist nicht Bestandteil oder Forderung der Motion. Die Reaktionen, die mich diesbezüglich erreicht haben, waren etwas aus der Luft gegriffen. Für mich persönlich war es deshalb ein Anliegen, Ihnen dies so zu kommunizieren. Das Ziel der Motion ist ein anderes: eine sinnvolle, möglichst optimale und ausgewogene Zuteilung der Abteilungen innerhalb der bestehenden Direktionen. Während der Diskussion zum Bericht über Kirche und Staat wurde uns allen hier im Rat bewusst, dass die Arbeit innerhalb der JGK mittelfristig eine andere, vermutlich mit geringerem Aufwand verbundene sein wird. Die Justizreform ist ebenfalls bereits abgeschlossen. Dort haben sich die Anpassungen und Änderungen bewährt. Weitere grosse Veränderungen sind vermutlich nicht zu erwarten. Dem gegenüber steht aber die GEF, die immer mehr Arbeiten übernehmen muss. Die Kantonalisierung des Spitalwesens hat zu einem enormen Aufgabenzuwachs geführt. Weiter steht die Diskussion im Raum, ob eine Zusammenlegung der KESB mit dem kantonalen Sozialamt sinnvoll wäre. Die Verselbständigung der Psychiatrie ist zwar in vollem Gang, aber die GEF ist auch dort immer noch sehr engagiert. *(Le président agite sa cloche.)*

Punkt 1 der Motion möchte, dass bis zu den nächsten Gesamtwahlen 2018 die Aufgabenzuteilung unter den Direktionen hinterfragt wird, und zuhanden des Grossen Rats eine Neugestaltung der Direktionen ausgearbeitet werden soll. Im zweiten Punkt möchten wir aus den soeben erwähnten Gründen Vorschläge für die beiden Direktionen JGK und GEF bekommen. Ich bin nie davon ausgegangen, dass die abschliessende Direktionseinteilung inklusive – wie das der Regierungsrat in seiner Antwort auf Seite vier schreibt –: «[...] ausgearbeitete Anträge, bzw. das Gesetzgebungsprojekt des Regierungsrates [...]» schon innert dieser geforderten Frist vorliegen soll. Wie gesagt: Ich danke dem Regierungsrat für die Antwort, und es freut mich, dass er in seiner Antwort teilweise sogar weiter gehen will, als es die Motionäre fordern. Gleichzeitig soll nämlich auch eine Anpassung der Terminologie angegangen werden. Das ist tatsächlich sinnvoll. Zur Erinnerung: Erziehung gleich neu Bildung; Polizei gleich neu Sicherheit. Ein Bericht reicht aber zur Erfüllung der Motionsforderung aus. Es ist sinnvoll, diesen zuerst auszuarbeiten, und erst nach der Stellungnahme durch den Grossen Rat in einem zweiten Schritt einen Entwurf für die Änderung des Organisationsgesetzes etc. zu erarbeiten. Da ich bereits in Unternehmungen und Gemeinden bei der Erarbeitung von neuen Organisationsstrukturen mitgearbeitet habe, bin ich mir absolut bewusst, dass solche Projekte nicht als Hau-Ruck-Übungen realisiert werden können. Um eine längerfristige Lösung zu erreichen, muss die nötige Zeit zur Verfügung gestellt werden. Es ist aber auch nicht sinnvoll, eine «never ending story» daraus zu machen. Es muss also nur neu organisiert werden, was wirklich Sinn macht. Darin gehe ich mit der Antwort der Regierung einig.

Wer sich über die Kantons Grenzen hinweg informiert, stellt fest, dass die anderen Kantone diverse andere Direktionsein- und -zuteilungen haben. Es gibt beinahe 26 verschiedene Systeme. Varianten im Benchmark sind also vorhanden. Für all diejenigen, welche befürchten, man wolle die Gemeinden dabei vergessen: Vergessen Sie das, wir wollen sie nicht vergessen! Der Kanton Graubünden hat die Gemeinden beispielsweise explizit bei den Finanzen angehängt. Weiter kommt

hinzu, dass wir in der Januarsession eine Motion Kipfer überwiesen haben, welche die Abläufe optimieren will. Auch habe ich eine Interpellation zu den ständigen Kommissionen eingereicht. Auch das könnte man anschauen. Abschliessend: Ein Bericht in vernünftigem Zeitraum, spätestens aber bis 2018 ist eigentlich unser Ziel.

Le président. Es war in den letzten Minuten recht unruhig hier im Saal. Ich verstehe, dass man das Bedürfnis hat, ein bisschen miteinander zu sprechen, wenn man sich endlich wieder sieht. Aber tun Sie dies doch bitte unten beim Kaffee, damit wir uns jetzt hier auf die Debatte konzentrieren können.

Samuel Leuenberger, Trubschachen (PBD). Wir sind sehr froh, dass dieser Vorstoss eingereicht worden ist. Er gibt hier den An Schub, dass man einmal die Zuteilung der verschiedenen Aufgaben auf die Direktionen überprüft. Wie bereits in der Motionsantwort festgehalten wurde, stammt die bestehende Direktionszuteilung aus der Zeit, als wir unsere Berner Verfassung neu konzipiert haben. Der Gesetz- und Verfassungsgeber wollte mit dieser Zuteilung eigentlich sieben gleichwertige Direktionen schaffen, deren Aufgaben und Aufwand in etwa denselben Umfang hatten. Entsprechend wollte er auch sieben gleichwertige, praktisch gleichstarke Regierungsmitglieder konzipieren. Wer schon etwas länger in diesem Parlament Einsitz hat, weiss, dass wir vor rund 10 Jahren hier im Rat eine Regierungsreform in Grundsatz diskutiert haben. Dies um zu schauen, wie wir unser Regierungs- und Direktionssystem allenfalls reformieren und anpassen könnten. Man kann kurz und salopp sagen, dass bei jener Regierungsreform «ausser Spesen nicht viel gewesen» ist. Am Ende wollte man hier nicht wahnsinnig viel verändern. Umso wichtiger ist es, dass wir im heute bestehenden System überprüfen, ob die verschiedenen Aufgaben, welche die Direktionen erledigen, noch weiterhin konvergent auf die Direktionen verteilt sind.

Das heutige System hat sich in letzter Zeit verändert. Es sind verschiedene Aufgaben hinzugekommen, es fielen aber auch welche weg. Für diesbezügliche Erläuterungen und Begründungen verweise ich auf den Motionstext. Diese Veränderungen führten dazu, dass wir nun einzelne Direktionen haben, die sehr stark, mächtig, gross und schwer geworden sind. Und dabei meine ich nicht das Gewicht der Regierungsmitglieder, sondern das der Direktionsaufgaben als solchen. Es führte aber auch dazu, dass es andere Direktionen gibt – sie sind ebenfalls im Motionstext erwähnt –, die eher an Aufgaben verloren haben, die leicht geworden sind und in denen es praktisch nichts mehr zu tun gibt. Das kann dazu führen, dass die Wichtigkeit der verschiedenen Regierungsmitglieder plötzlich auch unter anderem als leicht angeschaut wird, sodass die einen wichtiger als die anderen sind, und damit das Kollegialitätsprinzip – das übrigens der Verfassungsgeber einmal gewollt hat – langsam aufweicht. Dem entgegenzuwirken und periodisch die Aufgabenzuteilungen zu überprüfen ist, wie ich glaube, eine wichtige Aufgabe des Parlaments, aber auch des Regierungsrats. Deshalb sind wir sehr froh, dass dieser Vorstoss hier wohlwollend aufgenommen wird.

Eine der Aufgaben, neben denjenigen, die im Motionstext enthalten sind, möchte ich an dieser Stelle doch noch erwähnen. Wir haben in den letzten 20 bis 30 Jahren ein Revival der Planungsaufgaben erlebt. Das kommt vor allem von Bundesebene her, wurde aber hier im Kanton Bern ebenfalls umgesetzt. Planungen, gerade auch auf regionaler Ebene, sind enorm wichtig geworden. Und da gibt es Direktionen, die sich mit diesen Planungen auseinandersetzen und die schlussendlich miteinander kutschieren können müssen. Beispielsweise sind die Planungsaufgaben für den Langsamverkehr, den Verkehr allgemein, bei der BVE angesiedelt, aber ebenfalls beim AGR in der JGK. Dass dies zu Schnittstellenproblemen und Überschneidungen führen kann, versteht sich von selbst. Im Sinne eines sehr differenzierten und effizienten Planungsprozesses ist anzustreben, dass Planungsaufgaben bei einer einzelnen Direktion angesiedelt werden. Somit können wir die Herausforderungen, die uns in diesem Kanton künftig erwarten, ebenfalls speditiv meistern. Aus diesem Grund bitten wir Sie, den Vorstoss zu überweisen. Wir bitten aber auch den Regierungsrat darum, nicht einfach nur einen Pro-forma-Bericht zu machen und zu erklären, es sei alles gut, wie es ist. Er soll vielmehr echt hinterfragen, ob die derzeitigen Aufgabenzuteilungen auf die Direktionen noch den heutigen Gegebenheiten entsprechen.

Stefan Costa, Langenthal (PLR). Zunächst danke ich dem Präsidenten der Regionalkonferenz Emmental für seine Ausführungen zur Planung. Damit kann ich nämlich gerade eine Seite meiner Notizen weglegen. Das ist effektiv ein Punkt, bei dem sehr viele Schnittstellen vorhanden sind. Die FDP begrüsst die Stossrichtung der Motion, nach über 20 Jahren die Aufgabenportefeuilles der

einzelnen Direktionen wieder einmal zu überprüfen. Wir werden, um dies vorwegzunehmen, die Motion ebenfalls unterstützen. Länger als über die grundsätzliche Stossrichtung haben wir uns aber über die Herangehensweise an eine solche Direktionsreform unterhalten. Es ist eine Platitude, aber sie trifft zu: In den letzten Jahren und Jahrzehnten haben sich die politischen Themen, die Herausforderungen und damit auch die Aufgaben der einzelnen Direktionen der kantonalen Verwaltung wirklich sehr unterschiedlich entwickelt. Das hat unter anderem zur Folge, dass es grössere und kleinere – du hast vorhin gesagt: gewichtigere und weniger gewichtigere – Direktionen gibt. Das ist so, und die Tendenz ist zunehmend. Das erachtet die FDP vorab aus politischen Gründen als diffizil, und auch nicht mehr zielführend. Das Kollegialitätsprinzip wurde hierzu auch bereits erwähnt. Aus dieser Optik sehen wir die Notwendigkeit, unvoreingenommen sämtliche Direktionen und Ämter einer Überprüfung zu unterziehen. Ziel muss es sein, eine gleichmässiger Aufteilung der Staatsaufgaben unter den Regierungsmitgliedern zu erreichen. Die Regierung will dazu Hand bieten, und die Motionärin macht ihrerseits ja auch erste Vorschläge, wie wir gehört haben; insbesondere bei JGK und GEF. Wir sollten aber – und das ist unser Appell – das Gesamte, die grossen Linien, im Auge behalten und uns nicht schon im Vorherein auf einzelne Bereiche beschränken. Dazu braucht es aber keine über mehrere Jahre dauernde Verwaltungsreform, sondern ein nüchternes Betrachten der Ämter und Direktionen sowie der aktuellen und vor allem auch der kommenden Aufgaben. So gesehen, stellt sich die FDP-Fraktion hinter die Forderung der Motionärin, in nützlicher Frist – vorgeschlagen wurden zwei Jahre – einen Bericht und Gesetzesvorlagen auszuarbeiten und der Umsetzung zuzuführen.

Der Regierungsrat erwähnt in seiner Antwort die bereits geleisteten Vorarbeiten. Von diesen wussten wir nichts, auch nicht innerhalb der SAK. Es gibt also Vorarbeiten, und somit sollte es nach unserer Meinung mit gutem Willen von Regierung und Legislative möglich sein, innert nützlicher Frist einen Bericht zu einer Direktionsreform mit einem gesamtgesetzlichen Vorschlag auszuarbeiten. Dass dies möglich ist, zeigt beispielsweise der Kanton Jura, der innert weniger Monate eine Direktionsreform durchgezogen und umgesetzt hat. Aus unserer Optik stehen für die Arbeiten in den nächsten Monaten folgende Punkte im Fokus: Eine sinnvolle Neugruppierung der Direktionen, die dazu dient, Schnittstellen zu vereinfachen, Ansprechstellen zu minimieren und unpassende Unterstellungen zu bereinigen. Wie gesagt, sollte dies in allen Ämtern und Direktionen ergebnisoffen geschehen. Man sollte ein Gärtchendenken so weit als möglich umgehen. Wir sind aber auch klar der Ansicht, dass man bestehende Ämter, die gut funktionieren, nicht künstlich aufteilen sollte. Vielmehr sollte man wenn immer möglich als Gesamtes dort umteilen, wo dies nötig ist. Das AGR wurde vorhin als Beispiel erwähnt. Dieses sollte man unserer Ansicht nach eben nicht aufteilen; Raumentwicklung und Gemeinden kann man nicht trennen. Im Fokus der Betrachtungen sollte aber auch die Volkswirtschaftsdirektion stehen, die man aus unserer Sicht inhaltlich aufwerten kann. Wir sehen die Komplexität der verfassungsmässig hinterlegt aufgeteilten Zuständigkeiten, sowohl beim Regierungsrat als auch beim Grossen Rat. Aber mit einer klugen Projektorganisation ist es möglich, diese Arbeiten parallel und ohne Präjudizierung voranzutreiben.

Etwas Mühe hatte die FDP-Fraktion mit der Haltung der Regierung, die Motion zwar anzunehmen, die Motionsforderungen aber gleichzeitig herunterzuschrauben; nämlich nur einen Bericht zu verfassen und die zeitlichen Fristen nicht einzuhalten. Dort wäre es allenfalls konsequenter gewesen, wenn der Regierungsrat gesagt hätte, er lehne die Motion ab oder empfehle sie als Postulat zur Annahme. Denn jetzt stehen wir ein wenig vor einem Dilemma. Wenn der Rat die Motion jetzt überweist, was will er dann? Will er die Umsetzung gemäss den Forderungen der Motionärin, oder den etwas länger dauernden Bericht des Regierungsrats? Deshalb bitte ich die Fraktionssprechenden, sich hier auch dazu zu äussern, in welche Richtung ihre Fraktion denkt. Wie gesagt unterstützen wir die Motion.

Le vice-président Carlos Reinhard prend la direction des délibérations.

Bettina Keller, Hinterkappelen (Les Verts). Ich werde gleich ausführen, Stefan Costa, wie die grüne Fraktion dies genau sieht. Insgesamt sind wir uns aussergewöhnlich einig, zumindest diejenigen Fraktionen, die sich bis jetzt dazu geäussert haben. Wir alle unterstützen grundsätzlich die Idee der Motion Luginbühl. Es ist tatsächlich so, dass sich in den letzten 20 Jahren extrem viel verändert hat. Damals wurde der Regierungsrat ja letztmals neu organisiert. Auch die grüne Fraktion ist der Meinung, die sieben Direktionen sollten idealerweise ähnlich gross, ähnlich bedeutungsvoll und ähnlich wichtig sein. Die Regierungsrätinnen und Regierungsräte werden ja nicht für eine bestimmte Direktion gewählt, sondern einfach in ihr Amt als Regierungsmitglied.

Daher sollte es auch aus politischen Gründen fairerweise so sein, dass die sieben Ämter ähnlich wertvoll sind und es nicht Erst- und Zweitklassdirektionen mit kleineren oder grösseren Pensen gibt. Auch uns ist seit längerer Zeit aufgefallen, dass gewisse Begriffe noch so ein wenig im letzten Jahrtausend verhaftet sind, wie beispielsweise die Begriffe Erziehung oder Fürsorge. Auch hat der Begriff Militär eigentlich nicht mehr so viel zu suchen im Namen der POM, und bei der Justiz hat sich ebenfalls sehr viel verändert. Nun zur konkreten Motionsforderung, die Anita Luginbühl vorhin ja präzisiert hat. Als ich mich gestern vorbereitet habe, fand ich, das sei wieder einmal ein Beispiel für eine gut gemeinte Idee, die man vielleicht mit ein paar Telefonaten oder Abklärungen noch etwas besser hätte formulieren können. Aber das ist ja nun noch geschehen. Die drei Seiten lange klärende Antwort des Regierungsrats zeigt uns zudem, dass er nicht schläft, sondern eigentlich längst an diesem Thema arbeitet. Die Probleme der Schnittstellen, der Doppelspurigkeiten, die zu zahlreichen Anlaufstellen für die Bürgerinnen und Bürger in den verschiedenen Ämtern; das ist alles aufgeführt. Der grünen Fraktion ist aber klar, dass man die Motionsforderung so, wie sie geschrieben ist, nicht annehmen kann. Und hier hat die FDP-Fraktion Recht mit ihrer Aussage, es sei in der Motion so geschrieben. Wir können nicht eine Gesetzesänderung mitsamt vorhergehendem Bericht bis in knapp zwei Jahren verlangen. Deshalb würden wir die Motion ganz klar so annehmen, wie der Regierungsrat vorschlägt und wie die Motionärin inzwischen auch erläutert hat.

Adrian Wüthrich, Huttwil (PS). Ich kann in den Reigen einsteigen und festhalten, dass auch die SP-JUSO-PSA-Fraktion die Motion unterstützt. Allerdings tun wir dies wohl in einer etwas anderen Schattierung, als es bei gewissen Vorrednern der Fall war. Eine Neuaufteilung der Direktionen ist sinnvoll. Wir haben da und dort auch bereits in unserer Fraktion diskutiert, dass man hier etwas tun müsste. Zuletzt haben wir es in der vergangenen Session diskutiert, als wir über die Effizienz in der Verwaltung sprachen. Damals wurde thematisiert, ob eine Neueinteilung der Direktionen auch unter dem Gesichtspunkt der Effizienz, im Sinne einer schlagkräftigen Verwaltungsorganisation, zu prüfen wäre. In diesem Sinn ist diese Motion sicher sehr zu unterstützen. Ich bin froh, hat die Motionärin klargestellt, dass es nicht um eine Reduktion der Anzahl Direktionen geht. Das würden wir nicht unterstützen, und das kommt ja so im Text auch nicht vor. Ich bin froh, will man bei sieben Direktionen bleiben und versuchen, in diesen sieben Direktionen die Lasten und Arbeiten besser zu verteilen.

Eine Differenz besteht ja noch hinsichtlich des Zeitplans. Die Motionärinnen und Motionäre haben da eine klare Vorstellung. Wir können die Motion so, wie sie vorliegt, unterstützen, und uns in der Auslegung alles vorstellen: Wie die Regierung vorschlägt – und das sage ich insbesondere auch als Vizepräsident der SAK, braucht es hier wieder den Dialog zwischen Regierung und Parlament. Es ist mir lieber, wenn die Regierung gemeinsam mit der Kommission und dem Grossen Rat vorgeht, und wir miteinander diskutieren können, als wenn die Regierung hier einen Schnellschuss macht. Mit diesem wären wir dann vielleicht gar nicht zufrieden, und er würde zu viele Diskussionen auslösen. Wenn es also möglich ist, den Zeitplan so einzuhalten, wie es die Motionärinnen und Motionäre fordern, so soll man das tun. Aber wenn man effektiv eine ernsthafte Gesetzgebungsarbeit machen will, so braucht diese einfach Zeit. Ich weiss, dass das Polizeigesetz in Arbeit ist, ebenso das Kirchengesetz und anderes. Es braucht einfach Zeit, wenn man einen Vorschlag erarbeiten muss und ein Vernehmlassungsverfahren durchführen will. Es braucht Zeit, bis dies zweimal die Endkonsultation durchlaufen hat, und wir stehen bereits wieder relativ weit in dieser Legislatur. Deshalb habe ich vollstes Verständnis für den Regierungsrat, wenn er hier sagen möchte, das reiche nicht. Klar ist aber – und darauf hoffen wir und nehmen den Regierungsrat beim Wort –, dass er den Bericht liefern und noch in dieser Legislatur mit der SAK in Dialog treten will. Denn wie ein Vorredner bereits gesagt hat: Hier sind Organisationskompetenzen des Parlaments, aber auch der Regierung betroffen. Deshalb braucht es hier sicher eine gemeinsame Diskussion, einen Dialog, und diese Chance einer Zusammenarbeit müssen wir jetzt packen.

Zudem, liebe Kolleginnen und Kollegen, könnte es dann ja allenfalls auch sein, dass wir zum Schluss kämen, wir könnten auch bei unseren ständigen Kommissionen, mit denen wir jetzt sehr stark zusammenarbeiten, gewisse Anpassungen machen. Wenn das im Dialog geschieht, könnte man das vielleicht gleich im selben Aufwischen machen. Ob die neue Aufteilung gerade so sein muss, wie es in Punkt zwei steht, ist noch offen. Man soll erst einmal Vorschläge machen, und dann diskutieren wir diese. Schlussendlich wird uns ja dann ein Gesetz zur Beratung vorgelegt werden. Aber zunächst müssen einmal Vorschläge auf den Tisch gebracht werden. Und als letzter Punkt: Wir hatten grosse Freude daran, dass die Regierung von sich aus gesagt hat, die Benennung der

Direktionen entspreche heute ganz und gar nicht mehr dem Zeitgeist, und man müsse über die Namen reden. Wenn alleine schon das als geringste Änderung bei dieser Reform heraus schauen wird, so sind wir darüber bereits sehr froh. Wir sind also offen, diese Arbeit anzupacken und sagen deshalb deutlich ja zur Motion.

Walter Messerli, Interlaken (UDC). Bis jetzt hat ja noch keine Fraktion diese Motion bestritten. Deshalb stellt sich die Frage, weshalb man sie nicht einfach durchwinkt. Das wäre eigentlich meine ursprüngliche Meinung gewesen. Aber die Mehrheit der SVP-Fraktion war dagegen, und inzwischen bin ich auch der Meinung – man kann ja immer klüger werden – sie habe Recht und es sei sinnvoll, dass sich die Fraktionen jetzt zu diesem Projekt äussern können. Die letzte Reorganisation von Regierungsrat und Verwaltung liegt 25 Jahre zurück. Etliches hat sich geändert, das haben wir verschiedentlich gehört. Mit der Annahme der Motion hat der Regierungsrat anerkannt, dass eine Direktionsreform angezeigt und ernsthaft zu prüfen ist. Eine solche Reform ist sachlich anspruchsvoll und zeitintensiv. Der Regierungsrat zeigt stichwortartig auf, welche Bereiche angegangen werden sollen. Die Motion stellt also ein recht grosses Reformprojekt dar, welches wir mit der Annahme heute anstossen. Allein aus diesem Grund finde ich es wichtig, dass sich die Fraktionen hier im Rat bereits jetzt äussern und kritische Fragen stellen können. Mich interessieren die Stellungnahmen der Fraktionen nicht zuletzt auch deshalb, weil in der Motionsantwort steht, die Reform solle in irgendeiner Form von der SAK begleitet werden. Ob das im Sinne einer vorberatenden Kommission geschieht oder nicht, sei einmal dahingestellt.

Aber das ist nicht der einzige Grund, weshalb die SVP findet, man solle die Motion bestreiten. Es gibt zwei weitere, konkrete Gründe. Zwei Anträge sind ungenau und teilweise nicht realisierbar. Die Antwort des Regierungsrats auf Ziffer 1 weist darauf hin, dass die zeitliche Vorgabe, welche die Motion verlangt, nämlich bis zur nächsten Gesamterneuerungswahl 2018, unmöglich einzuhalten ist. Also können wir die Motion wegen Nichterfüllbarkeit gar nicht so überweisen, denn eine derart komplexe Reorganisation braucht eben Zeit. Deshalb ist die SVP zwar einverstanden mit der Stossrichtung, findet aber, weil Ziffer 1 in dieser Form nicht überwiesen werden kann, sie sollte in ein Postulat gewandelt werden. Viel wichtiger ist aber Folgendes, und hier hegt die SVP-Fraktion eine echte Sorge: Ziffer 2 spricht von einer «Aufhebung der JGK». Das klingt nach einer Abschaffung dieser Direktion. Die SVP hat Bedenken, dass die Gemeinden mit dieser Abschaffung die Ansprechpersonen verlieren und man sogar daran gehen könnte, die Statthalterämter aufzuheben. Wahrscheinlich geht diese Annahme etwas weit. Wir haben jetzt von der Motionärin gehört, dem sei nicht so. Deshalb könnte sich von der Mehrheit der SVP-Fraktion vielleicht noch der eine oder andere dafür entscheiden, Ziffer 2 zuzustimmen. Wir verlangen punktweise Abstimmung.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (pvl). Auch die glp stimmt der Motion grundsätzlich zu. Dies nicht zuletzt auch, weil wir dies ebenfalls bereits mehrmals in Voten hier im Rat vorgeschlagen haben. Wir haben ja auch gesehen, dass man mit diesem Anliegen offenbar sowohl bei allen Fraktionen wie auch bei der Regierung offene Türen einrennt. Die glp hofft daher auch, dass es eben eine offene Ausgangslage gibt, dass man nicht mit Denkverboten arbeitet und keine heiligen Kühe aufstellt. Man sollte also beispielsweise auch die Anzahl der Direktionen anschauen – hören Sie genau hin: der Direktionen, nicht der Regierungsräte. Man könnte sich ja beispielsweise – dies nur einmal so als Brainstorming – auch ein System überlegen, wie es Basel-Stadt hat, mit einem fixen Präsidium, das den Überblick hat. Vielleicht wäre das eine Möglichkeit. Man müsste vielleicht auch hinterfragen, dass es keine garantierten Regierungssitze für bestimmte Regionen gibt, wie beispielsweise für das Oberland oder das Emmental. Gut, nun werden manche sagen, bei demjenigen, der garantiert ist, sei dies ja aus einem ganz anderen Grund so; nämlich wegen der Sprache. Aber man versteht ja auch gewisse Oberländer manchmal nicht, daher könnten sie ja auch einen garantierten Sitz haben. – Nein, wir wollen damit einfach sagen: Gehen Sie das Ganze offen an. Prüfen Sie das Ganze tief, wie viele auch bereits gesagt haben, damit wir danach etwas haben, das wiederum für die nächsten 20 Jahre standhält.

Neben der einigermaßen ausgeglichenen Auslastung in den einzelnen Direktionen, die einige auch bereits angesprochen haben, wünscht sich die glp insbesondere, dass folgende Punkte, die ihr wichtig sind, berücksichtigt werden. Dies sage ich nun auch zu Händen von Walter Messerli. Beispielsweise gehörte für uns das Thema Jugend zwingend in eine Direktion. Wir könnten uns vorstellen, dass auch das Thema Gesundheit neu eine eigene Direktion bilden könnte. Wir sind weiter – wie ich vorhin gehört habe gemeinsam mit der FDP – der Meinung, dass man bei der Volkswirtschaftsdirektion vielleicht eher den zweiten Teil des Namens noch etwas mehr betonen

dürfte. Das täte dem Kanton Bern wohl auch nicht schlecht. Und insbesondere sind wir auch froh, wenn man jetzt nicht beginnt, «Superdirektionen» zu schaffen. Ich weiss, man will ja eigentlich ausgleichen. Aber es besteht eben gleichwohl die Tendenz zu sagen, dieses oder jenes könnte man doch auch gleich noch dort ansiedeln. Dann entsteht plötzlich so eine Superdirektion nur deshalb, weil der momentane Amtsinhaber eben sehr fähig ist. Man sollte also nicht davon ausgehen, wer jetzt im Amt ist. Das Ganze sollte vielmehr so gestaltet werden, dass es auch später noch standhält. Noch zur Frage von Stefan Costa: Für uns ist klar, dass dies einfach die pragmatische Antwort auf eine Vorgabe darstellt, die sehr sportlich ist. Wie Walter Messerli gesagt hat, ist diese Vorgabe im Grunde ja unmöglich, und deshalb könnte man die Motion ja eigentlich nicht annehmen. Ein Bericht bis Ende Legislatur ist aber ganz sicher möglich. Danach muss mit der Behandlung im Rat klar sein, welches die terminliche und sachliche Ausgangslage ist und wie man weiterfahren will. Und so wird es halt vielleicht Ende der nächsten Legislatur, aber bis dahin haben wir dafür dann eine gute Sache.

Philippe Messerli-Weber, Nidau (PEV). Die Welt ändert sich, die Anforderungen an die Politik wandeln sich, und ebenso die gesellschaftlichen Erfordernisse an und Bedürfnisse gegenüber Staat und Verwaltung. Dies alles macht auch vor dem Kanton Bern nicht halt. Die EVP-Fraktion steht deshalb einer Reorganisation, bzw. einer neuen Aufgabenzuteilung unter den Direktionen, wie sie die Motionäre fordern, grundsätzlich positiv gegenüber. Eine Neuorganisation ist vor allem aufgrund des unterschiedlichen Umfangs und der unterschiedlichen politischen Bedeutung der einzelnen Direktionen und ihrer Ämter sicher sinnvoll. Immerhin liegt die letzte Reorganisation 23 Jahre zurück, und seither hat sich doch einiges getan in unserem Kanton. Stichworte dazu sind die Justizreform; die Kantonalisierung des Spitalwesens; die Schaffung von regionalen Strukturen mit SARZ; die dezentrale Verwaltungsreform; die Schaffung neuer Behörden wie beispielsweise der KESB; die grössere Autonomie der Universitäten und Fachhochschulen; die vorgesehene Entflechtung von Kirchen und Staat und vieles mehr. Dies alles hat Einfluss auf die Verteilung der Aufgaben in den Direktionen und Ämtern, und kann zu einer Verzettelung bei der Aufgabenerfüllung führen, weil die bestehenden Strukturen nicht zwingend an die neuen Gegebenheiten und Erfordernisse angepasst sind. Ziel einer Neuorganisation muss sein, dass Schnittstellen bereinigt, Aufgaben mit klarem Bezug zueinander zusammengefasst und Doppelspurigkeiten abgeschafft werden. Für die Bürgerinnen und Bürger gilt es, die Zahl der Ansprechpartner zu reduzieren und damit auch die Verfahren und Abläufe zu beschleunigen und zu vereinfachen.

Die Regierung schreibt in ihrer Antwort, bei einer Direktionsreform müsse es ganz generell darum gehen, Arbeitsabläufe, Standards und Effizienz der Verwaltung mit der Zielsetzung einer kostenmässigen Optimierung zu überprüfen. Damit passt diese Neuorganisation sehr gut als Ergänzung zur EVP-Motion bezüglich einer Verwaltungs- und Effizienzüberprüfung, die in der Januarsession vom Grossen Rat überwiesen wurde. Die Motionäre sehen sicher richtig, dass vor allem bezüglich der Direktionen GEF und JGK erhöhter Handlungsbedarf besteht. Allerdings sind wir auch mit der Regierung der Meinung, dass sich die Reform nicht nur auf diese beiden Direktionen beschränken darf. Vielmehr braucht es für eine effiziente und zielführende Anpassung der Aufgabenverteilung eine Gesamtsicht, die alle Direktionen und Ämter in diesen Prozess einbezieht. So ist besser gewährleistet, dass wir zu Lösungen kommen, die standhalten und nicht nach kurzer Zeit bereits nachgebessert werden müssen.

Der Weg ist das Ziel; die EVP-Fraktion unterstützt den vorliegenden Vorstoss, auch wenn er in der Form, wie ihn die Regierung annehmen will, nicht mehr ganz der ursprünglichen Forderung der Motionäre entspricht. Das heisst, es wird zunächst ein Bericht mit einer Auslegeordnung erstellt, und nach Kenntnis der Resultate, der Grundlagen, werden die nötigen gesetzlichen Bestimmungen erarbeitet. Ein zweistufiges Verfahren mit einem Bericht macht bei einer so wichtigen Reform durchaus Sinn. Aber auch in einem einstufigen Verfahren wäre aus unserer Sicht eine Anpassung des Gesetzgebungsprojekts bis zum Frühjahr 2018 äusserst sportlich gewesen. Es braucht keinen Schnellschuss, sondern wie gesagt ausgereifte und nachhaltige Lösungen, die wiederum für mehrere Jahren standhalten sollten. Dies zum Wohle der Bürgerinnen und Bürger dieses Kantons. In diesem Sinn nimmt die EVP-Fraktion die Motion einstimmig an.

Carlos Reinhard, Thoune (PLR), vice-président. Wir kommen zu den Einzelsprechern. Ihre Redezeit beträgt jeweils drei Minuten.

Ueli Studer, Niederscherli (UDC). Ich werde versuchen, nicht die gesamte Redezeit zu nutzen,

denn ich möchte mich tatsächlich nur auf einen Punkt beziehen und zwar auf Punkt 2. Ich muss einfach sagen, dass dieser Punkt von den Motionären nicht präzise ausgearbeitet worden ist. Das wurde bereits verschiedentlich gesagt. Dies ist der Beginn eines Projekts. Es ist ein Riesenprojekt, wenn eine solche Neuorganisation aufgelegt wird, das muss man wissen. Ich möchte hier auf Folgendes hinweisen: Man möchte ja Schnittstellen zu Nahtstellen machen. Man möchte alles optimieren und verbessern, zugunsten der Bürgerinnen und Bürger. Man könnte sich allenfalls vorstellen, die GEF auseinander zu nehmen und zwei Direktionen daraus zu machen. Wenn sie dieses Projekt auslösen, bedenken Sie bitte, wie viele Gemeinden in den letzten 15 Jahren Reorganisationen vorgenommen und dabei genau diese beiden Direktionen zusammengelegt haben; und zwar, weil das dort von Schnittstellen zu Nahtstellen geführt hat. Die vier grössten Gemeinden im Kanton Bern haben sich so angepasst. Das ist effizient, und es betrifft die Zusammenarbeit mit dem Kanton. Ich möchte einfach nicht, dass jetzt hier eine Reorganisation aufgelegt wird, mit dem man dies in den Gemeinden draussen wieder zerstört. Es ist mir ein Anliegen, dass man das hier entgegennimmt und es vor allem dann auch in diesem Bericht ausdividiert und dabei die Gemeinden nicht vergisst.

Le président Marc Jost reprend la direction des délibérations.

Le président. Als Mitmotionär hat nun Herr Brönnimann das Wort.

Thomas Brönnimann, Mittelhäusern (pvl). Wenn man den Fraktionssprechern zugehört hat, könnte man meinen, es wären – wie Frau Grossrätin Keller gesagt hat – nur ein paar Telefonate nötig gewesen, und dann wäre es noch präzisiert worden, wie Herr Grossrat Studer eben ausgeführt hat. Es werden also sozusagen offene Türen eingerannt. Nun frage ich Sie aber: Weshalb haben wir denn dann von dem Projekt, von dem wir jetzt durch die Antwort der Regierung erfahren haben, es sei angeblich bereits weit fortgeschritten, noch nichts gehört? Wir, als strategisches Organ des Kantons Bern, die wir uns ja des Öfteren mit Fangschussproblematiken beschäftigen, als ginge es dabei um wer weiss was, wir haben von diesem Projekt noch nichts vernommen. Und offenbar wusste nicht einmal die SAK von diesem Projekt. Das stimmt mich schon ein wenig kritisch. Wir haben von Philippe Messerli gehört, es brauche keinen Schnellschuss. Zugleich haben wir gehört, es sei 25 Jahre her, seit man dies letztmals angeschaut hat. Es kann doch nicht sein, dass man so etwas während 25 Jahren nicht seriös anschaut! Von Grossrat Leuenberger, der schon länger dabei ist, haben wir gehört, beim letzten Mal habe es 10 Jahre gedauert, und ausser Spesen sei nichts gewesen. Grossrat Costa sprach von «innert nützlicher Frist» – Ja, welches ist denn die «nützliche Frist»? Für Anita Luginbühl und mich sind das eben etwa zwei Jahre. Uns ist auch bewusst, dass bis dahin nicht alles umgesetzt sein kann. Wir sind aber der Meinung, dass die Grundzüge dieser Regierungsreorganisation eigentlich wirklich bis in zwei Jahren verabschiedet sein sollten. Schaffen wir das nämlich nicht, wird der neu zusammengesetzte Regierungsrat nach den Wahlen bereits wieder politisch daran zerren, das ist klar. Wenn es dann gewichtigere Direktionen gibt, versucht man diese auf seine Seite zu ziehen, und wenn man sie dann einmal hat, wird man sie ganz sicher nicht mehr abgeben. Kurz zusammengefasst geht es also um das Tempo. Wir möchten hier halt vielleicht einmal ein etwas unbernisches Tempo anschlagen. Wir sind jetzt fast ein wenig die Einheizer. Auch die SAK soll diese Lokomotive namens Regierungsreform dann einheizen. Doch, keine Angst, diejenigen auf der Regierungsbank werden dann schon bremsen! Da habe ich gar keine Angst. Ich würde ein wenig dafür plädieren, dass wir den Schwung der Tour de France mitnehmen. Dort sagte ja der Regierungspräsident, wenn die Tour de France komme, dann sage diese, wie es sei, und dann werde ausgeführt. Ich würde mir bei diesem Reorganisationsprojekt auch ein wenig eine solche Mentalität wünschen; nicht nach dem Motto: «einerseits... anderseits...» sondern viel mehr nach dem Motto: «Gas gä, de chunnts guet!»

Hans-Jürg Käser, président du Conseil-exécutif. «Gas gäl!» lautete das letzte Votum des Mitmotionärs. Das klingt gut, sympathisch und richtig bernisch, nicht wahr? Die Regierung ist davon überzeugt, dass es mehr als 20 Jahre nach der letzten Direktionsreform heute an der Zeit ist, die heutige Organisation der Direktionen zu überdenken. Der Kanton wirkt mit seinen vielen Aufgaben in breite Kreise der Gesellschaft ein; von der Bildung über die Sicherheit bis hin zum Gesundheits- und zum Sozialwesen. Er spielt auch eine sehr wichtige Rolle in der Raumplanung, im Bauwesen und in vielem mehr, das ist klar. Die Gesellschaft hat sich über den Zeitraum einer Generation

hinweg stark gewandelt. Das erkennt man sofort, wenn man sich in die frühen 90er-Jahre zurückversetzt: Damals gab es beispielsweise kein Internet und kein Handy – stellen Sie sich das vor; kein Internet und kein Handy! Es war eine Zeit, in der es eine grosse Armee von etwa 600 000 Mann gab, alle ausgerüstet. Es gab ein Technikum, ein Lehrerinnen- und Lehrerseminar, Spitalverbände und 26 Amtsbezirke mit ebenso vielen Statthalterämtern. So sah diese Zeit aus, und aus dieser Zeit stammt die Organisation der staatlichen Verwaltung mit den Direktionen, wie wir sie heute haben. Einmal wollte man in einem kleinen Reformschrittchen den Namen der Polizei- und Militärdirektion abändern. Doch dann kam man zum Schluss, dies sei zu aufwändig, es koste zu viel und man lasse es lieber sein. Dies nur, damit Sie sehen, was vereinzelt bereits thematisiert wurde. Obwohl sich viel von der damals konzipierten Organisation bewährt hat und bis heute bewährt, gibt es doch in einigen sehr wichtigen Bereichen dringenden Anpassungsbedarf, wenn der Staat seine Aufgaben weiterhin effizient und bürgernah erbringen soll.

Die Mitglieder der heute bestehenden Regierung – noch ohne Herrn Regierungsrat Christoph Amman, also diejenigen, welche die vorliegende Antwort «verbrochen haben» –, sind zwischen sechs und vierzehn Jahren im Amt. Man kann also davon ausgehen, dass sie die Verwaltung dieses Kantons einigermassen kennen. Ich würde sagen, sie kennen sie gut – das ist auch zu erwarten – und zwar mit ihren Stärken und Schwächen. Über die Jahre hinweg haben diese Regierungsmitglieder erlebt, wie die Themen Wohlfahrt, Gesundheit und Bildung immer mehr an Bedeutung gewannen. Diese drei Bereiche machen über 60 Prozent der kantonalen Finanzen aus. Gerade im Bereich des Sozialen zeigt es sich immer wieder, dass die aufgeteilte Verantwortung nur über komplexe Absprachen zwischen den Direktionen wahrgenommen werden kann. Das jüngste Beispiel dafür war die unterschiedliche Auffassung von GEF und JGK bezüglich der Heimfinanzierung, welche etwa vor einer Woche in einer unserer Zeitungen Thema war. Nicht nur im Umfang der beanspruchten Mittel, sondern auch in der Art und der Komplexität der Geschäfte unterschieden sich die Direktionen teilweise stark. Die JGK betreut zwar im Moment äusserst komplexe und umfangreiche Geschäfte. Dabei denke ich beispielsweise an die Baugesetzrevision, zu der über 100 Anträge eingereicht wurden. Das war ein sehr komplexes Geschäft. Oder die Kirchenreform: Man sollte zwar meinen, diese interessiere nicht dermassen viele Leute, aber plötzlich wird sie zu einem zentralen Geschäft. Aber längerfristig werden die Verselbständigung der Justiz – die man vor 12 Jahren einleitete und die längst stattgefunden hat – und die angestrebte Verselbständigung des Kirchenwesens das Portefeuille der JGK weiter verkleinern. Das ist einfach so. Es ist aufgepäuselt, befindet sich auf dem Weg und wird so geschehen. Dies sind nur ein paar Beispiele, welche die Regierung dazu bewogen haben, sich zu Beginn der laufenden Legislatur, also vor knapp zwei Jahren, mit der Frage der Direktionsreform zu befassen.

Herr Grossrat Brönnimann, Sie haben sich kritisch darüber geäussert, dass Sie noch nichts wüssten. Sie sagten, sie seien das strategische Organ dieses Kantons. Voilà: Die Regierung hat zu Beginn dieser Legislatur überlegt, wie dieser Kanton mittel- und langfristig aufgestellt sein sollte. Ich glaube, das ist durchaus eine sinnvolle Aufgabe für eine Exekutive. In einer ersten Phase haben wir in drei Workshops die Herausforderungen definiert, die dieser Kanton in den nächsten 10 bis 15 Jahren zu meistern haben wird. In weiteren Gesprächen wurde eruiert, wo die Schwächen der heutigen Organisation hinsichtlich der Bewältigung dieser Herausforderungen allenfalls Hindernisse darstellen könnten. Weiter sind wir noch nicht gekommen. Dann wurde diese Motion eingereicht, die in der Stossrichtung eigentlich diesen Gedanken aufnimmt und fast identisch ist. Daraufhin haben wir auf Regierungsebene natürlich keine weiteren Arbeiten mehr vorgenommen, sondern uns auf die Beantwortung dieser Motion konzentriert. Denn diese geht ja offenbar in dieselbe Richtung, deshalb war dies sinnvoll.

Die inhaltliche Stossrichtung der Motion bestätigt den Regierungsrat in seiner Arbeit. Auch er sieht den grössten organisatorischen Bereinigungsbedarf bei der GEF und bei der JGK. Diese beiden Direktionen sind wahrscheinlich am stärksten von den gesellschaftlichen Entwicklungen und den Veränderungen innerhalb der Verwaltung betroffen, die in den letzten 20 Jahren stattgefunden haben. Dazu kommt, wie die langjährige Erfahrung gezeigt hat, dass die Direktionsportefeuilles unbedingt ausgeglichener gestaltet sein müssen. Diesen Ausgleich zu schaffen liegt in der Verantwortung der Politik gegenüber den Bürgerinnen und Bürgern dieses Kantons.

Aus den genannten Gründen unterstützt die Regierung das Ansinnen der Motionäre grundsätzlich. Nach über 20 Jahren ist es wirklich an der Zeit, die Organisationsstruktur des Kantons Bern zu überprüfen und sicherzustellen, dass die kantonale Verwaltung ihre Arbeit zugunsten der Bürgerinnen und Bürger in bestmöglicher Aufstellung absolviert.

Nun komme ich zur Frage des Timings. Grossrat Brönnimann hat als Mitmotionär ja vorhin eben

gesagt, man solle Gas geben. Herr Grossrat Messerli äusserte sich auch hinsichtlich der zeitlichen Dimension. Die Formulierung in der Motion zur zeitlichen Dimension ist eigentlich ungefährlich. Denn in Punkt 1 heisst es: «[...] die Regierung wird beauftragt, bis zu den nächsten Gesamterneuerungswahlen 2018 die Aufgabenzuteilung unter den Direktionen zu hinterfragen ...» – Das heisst also, zu prüfen – « ... und dem Grossen Rat eine Neugestaltung der Direktionen auszuarbeiten». Dem Grossen Rat soll also eine Neugestaltung der Direktionen präsentiert werden. Das heisst jetzt noch nicht, dass es dann ab 1. 6. 2018 so sein muss. Es heisst vielmehr, dass die Regierung einen Bericht macht und dies aufzeigt. Den Vorbehalt hinsichtlich des Timings hat der Regierungsrat in der Antwort dargestellt: Es handelt sich um eine Verwaltungsreform, die einen erheblichen Aufwand mit sich bringen wird. Die Gesetzgebungsarbeiten sind natürlich ein Teil davon. Die Gesetze müssen angepasst werden, und es wird viele Details zu klären geben. Andere Kantone konnten dies schneller machen. Der jüngste Kanton hat diesen Frühling seine Verwaltung umgekrempelt und seine Direktionen neu zugeteilt. Innerhalb von drei Monaten war das alles erledigt, und nun arbeitet man so weiter. Mais, c'est la république du Juras, nicht wahr? In einem Grossen Kanton ist das sicher komplexer, das attestiere ich, und dessen ist sich die Regierung bewusst. Ein solches Reformpaket muss zudem zwingend auf einen Jahreswechsel durchgeführt werden. Wir können das nicht unterjährig einführen, denn alle Fristen der Budgets und Rechnungen richten sich nach dem Kalenderjahr, und dies müsste entsprechend vorgesehen werden, sonst würde es wirklich schwierig. Aber das werden wir noch sehen, das ist heute noch nicht Gegenstand der Diskussion. In diesem Sinn plädiert die Regierung dafür, das Datum des Inkrafttretens dieser Reform heute nicht festzulegen, sondern noch offen zu lassen.

Nach allem, was ich bisher gehört habe, denke ich, dass der Grosse Rat diese Motion heute überweisen wird. Wenn er dies will, wenn er diesen Schwung nutzen will, damit man dies nun wirklich prüfen, anpacken und Vorschläge erarbeiten kann, so ist die Regierung dafür offen, die ganze Breite anzuschauen. Wir haben keine Scheuklappen, und es wird nichts tabuisiert, wie dies einzelne von Ihnen mit ihren Voten verhindern wollten. Wir wollen das wirklich ehrlich, offen und breit angehen und aufzeigen, wie man es machen könnte. Das wird in einen Bericht münden, der diesem Parlament vorgelegt werden wird. Das Parlament wird sich dann «über diesen Knochen beugen» und Planungserklärungen einbringen können. Es ist klar, dass wir den Bericht in eine parlamentarische Kommission bringen werden; genau nach den Spielregeln. Ich möchte Ihnen damit aufzeigen: Auch diese Regierung, meine Damen und Herren, die nun sechs bis vierzehn Jahre im Amt war, ist motiviert, dies anzupacken. Sie ist sehr motiviert, weil sie das Bedürfnis anerkennt. Wir möchten das wirklich anpacken.

Im Namen der Regierung danke ich für Ihre Stellungnahme. Ich danke für die Diskussion und freue mich, wenn Sie dieser Motion zur vertieften Bearbeitung der Thematik in Form eines Berichts zustimmen. Dies, damit man wirklich damit beginnen kann, eine Auslegeordnung zuhanden des Parlaments zu machen, zum Wohle des Kantons Bern.

Le président. Damit kommen wir zur Abstimmung über die Motion. Wir stimmen ziffernweise darüber ab. Wer Ziffer 1 der Motion annehmen will, stimmt ja, wer sie ablehnt, stimmt nein.

Vote (ch. 1)

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui 126

Non 19

Abstentions 2

Le président. Sie haben Ziffer 1 der Motion angenommen. Wer Ziffer 2 der Motion annehmen will, stimmt ja, wer sie ablehnt, stimmt nein.

Vote (ch. 2)

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui 98

Non 44

Abstentions 5

Le président. Der Rat hat auch die zweite Ziffer der Motion angenommen. Damit ist das Geschäft bereinigt.